Document generated on 07/01/2025 6:26 p.m.

Anthropologie et Sociétés

Aide aux enfants dans le nord de l'Ouganda
La réinsertion des enfants soldats (note de recherche)
Helping the Children of Northern Uganda
Rehabilitating Child Soldiers
Ayuda a los niños en el norte de Uganda
Reinserción de los niños soldados

Joanna R. Quinn

Volume 31, Number 2, 2007

Entre-lieux de l'humanitaire
Humanitarian Action's Chinks
Intersticios de lo humanitario

URI: https://id.erudit.org/iderudit/018688ar
DOI: https://doi.org/10.7202/018688ar

See table of contents

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)
1703-7921 (digital)

Explore this journal

Cite this note

Quinn, J. R. (2007). Aide aux enfants dans le nord de l'Ouganda : la réinsertion des enfants soldats (note de recherche). *Anthropologie et Sociétés*, *31*(2), 173–190. https://doi.org/10.7202/018688ar

Article abstract

The on-going conflict in Northern Uganda has had a significant impact on children and child soldiers. On-going and new processes in the country, including the amnesty process, and attempts at processes of DDR and reintegration, have shaped how these children are being treated. Various agencies, including both NGOs, community-level agencies, and the Government of Uganda, have attempted to mediate the experiences of these children, to varying degrees of success.

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 2007

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

AIDE AUX ENFANTS DANS LE NORD DE L'OUGANDA

La réinsertion des enfants soldats

Note de recherche

Joanna R. Quinn

Introduction

Le conflit qui perdure dans le nord de l'Ouganda entre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et le gouvernement ougandais s'est traduit par l'enlèvement de 30 000 à 45 000 enfants, contraints de servir comme enfants soldats ou comme esclaves sexuels, ainsi que le déplacement de plus de 1,8 million de personnes dans la région. S'il est urgent de mettre sur pied des projets de développement de tous ordres, il est particulièrement important de favoriser la démobilisation, la réinsertion et la réinstallation des enfants démobilisés. La présente note fait état des mesures déployées en ce sens par le gouvernement de l'Ouganda et par des groupes non gouvernementaux.

Notre réflexion s'inscrit au cœur d'un débat plus vaste entourant l'intervention humanitaire et les actions entreprises au nom de ceux et celles qui ont été les plus touchés par le conflit actuel. Encore tout récemment, le conflit suivait son cours sans que quiconque de l'extérieur n'intervienne de quelque façon que ce fût. Aujourd'hui, les groupes humanitaires qui commencent à agir doivent manœuvrer avec prudence sur la ligne étroite qui sépare la volonté de minimiser la souffrance des habitants des régions touchées par la guerre et les accusations d'ingérence dans la souveraineté du territoire ougandais.

Mes propres recherches sur les modalités de la reconstruction sociale dans cette région ont révélé l'ampleur et l'étendue des répercussions de plus de 40 ans de conflits armés en Ouganda. On estime à un million le nombre de personnes tuées lors de violences cycliques et de campagnes de torture, et les habitants épargnés doivent désormais faire face aux conséquences de ces drames, dont l'ampleur dépasse tout ce que l'on peut imaginer.

Histoire d'un conflit

L'histoire moderne de l'Ouganda regorge de conflits armés et d'actes de violence. La colonisation relativement pacifique du pays par les Britanniques en

1894 a été rapidement suivie par des affrontements sanglants entre les 56 groupes ethniques différents qui coexistent dans ce pays. Le conflit actuel dans le nord de l'Ouganda s'ajoute à une série de conflits qui suivent des frontières ethniques et géographiques plus ou moins bien délimitées.

Le pays a proclamé son indépendance à l'égard de la Grande-Bretagne en 1962, après l'avènement de Milton Obote au poste de premier ministre. Ce premier mandat d'Obote a été marqué par un nombre important d'insurrections armées (Berg-Schlosser et Siegler 1990 : 196). En 1971, Obote a été renversé par son chef d'état major, le général Idi Amin Dada, qui s'est emparé du pouvoir. Un règne de terreur a suivi, durant lequel les personnes considérées comme faisant obstacle au nouveau chef d'État étaient systématiquement torturées et assassinées (Wright 1996 : 306). En 1972, plus de 70 000 Asiatiques ont été dépouillés de leurs biens et de leurs entreprises et expulsés du pays. Parallèlement, de brutales campagnes de torture étaient orchestrées par l'armée et la police (Berg-Schlosser et Siegler 1990 : 199 ; Khiddu-Makubuya 1989 : 141-157). Le nombre de personnes tuées durant cette période, estimé selon les sources de 300 000 (Briggs 1998 : 23) à 500 000 (Museveni 1997 : 41), vaudra à Amin Dada le surnom de « boucher de l'Afrique ».

De sanglants affrontements avec les troupes gouvernementales de la Tanzanie ont été suivis par la défaite des forces armées d'Amin Dada en 1979. En 1979 et 1980, des gouvernements provisoires se sont succédé, puis des élections truquées ont ramené Obote au pouvoir en 1980. L'appareil paramilitaire a repris ses habitudes de violation des droits humains : viols, tortures, pillages et saccages sont redevenus monnaie courante (Berg-Schlosser et Siegler 1990 : 199, Khiddu-Makubuya 1989 : 153). Encore une fois, des estimations prudentes situent le nombre de victimes de cette période entre 300 000 (s.n. 1998 : 53 ; Ofcansky 1996 : 55) et 500 000[1]. Obote s'est maintenu au pouvoir jusqu'à ce qu'il en soit évincé, en juillet 1985, par une faction de l'armée ougandaise. Un conseil militaire a ensuite dirigé le pays durant six mois, jusqu'à ce que lui aussi soit renversé.

Yoweri Museveni était la tête du Mouvement de résistance nationale (NRA) victorieux. Avec ses troupes, il luttait contre les régimes en place en Ouganda depuis 1971. Malgré plusieurs changements controversés apportés à la constitution du pays et des élections litigieuses[2], le mandat de Museveni a été reconduit en 2006.

1. Entrevue avec A. Nadduli, Président du disctrict LC5, 17 novembre 2004, à Luweero, Ouganda.
2. Museveni est revenu au pouvoir lors des premières élections multi-partites depuis son accession au pouvoir le 23 février 2006, avec officiellement 59 % des votes.

À l'instar de ses prédécesseurs, Museveni fait face à une opposition considérable provenant de nombreux groupes ethniques qui peuplent le pays. De 1986 et 2006, il a été aux prises avec plus de 20 insurrections armées[3]. Le conflit qui sévit dans le nord de l'Ouganda figure parmi les insurrections les plus longues et les plus dévastatrices de cette période. Faisant suite au changement de régime de 1986, il aurait été déclenché en partie en raison des méthodes employées par le NRA pour asseoir son pouvoir : « The conflict in Acholiland began soon after Uganda's last regime change in January 1986. It was triggered [in part] by the NRM's methods for consolidating control over the Northern parts of the country » (Barnes et Lucima 2002 : 1). Le chef de la LRA, Joseph Kony, que l'on dit d'origine acholi et langi[4], continue d'enlever des enfants qu'il oblige à servir dans ses troupes rebelles, les garçons comme soldats, les filles comme épouses, porteuses, voire soldates. Joseph Kony et ses troupes brutalisent les habitants du nord de l'Ouganda. Il n'est pas rare que les enfants enlevés soient forcés de perpétrer les actes les plus odieux, souvent même contre leur propre famille (Hovil et Quinn 2005 : 3). Dans l'une des communautés de cette région, 79 % des gens ont rapporté avoir été témoins de torture, 40 % ont assisté à un ou des meurtres et 5 % ont été forcés de brutaliser ou de blesser d'autres personnes (Allen 2005b : 24).

Le nord de l'Ouganda a été décimé par ce conflit, qui s'est peu à peu répandu dans tout le nord et une partie de l'est du pays (UNOCHA 2006). Il faut souligner ici que la partie de la population âgée aujourd'hui de 20 ans ou moins n'a jamais connu autre chose que la guerre et l'insécurité. Le nombre important d'enlèvements (de 30 000 à 45 000 enfants auraient été kidnappés par la LRA selon Allen 2005 : iii)[5] a donné naissance au phénomène des « migrations nocturnes » : l'insécurité a poussé jusqu'à 25 000 enfants vivant dans ces régions à marcher des kilomètres chaque soir pour dormir dans la sécurité relative de centres gardés par l'armée ougandaise, afin d'échapper aux enlèvements (OCHA/IRIN 2003 : 8).

---

3. Y compris les rébellions d'Apac ou des groupes Action Restore Peace, Front démocratique allié, Citizen Army for Multiparty Politics, Forces du FOBA, Former Uganda National Army, Mouvement de l'Esprit Saint, the Lord's Army, Armée de résistance du Seigneur, National Federal Army, National Union for the Liberation of Uganda, Ninth October Movement, People's Redemption Army, Uganda Christian Democratic Army, Uganda Federal Democratic Front, Uganda Freedom Movement, Ugandan National Democratic Army, Uganda National Federal Army, Front de libération national de l'Ouganda, Front de salut national de l'Ouganda I et II, Armée populaire et démocratique d'Ouganda, Ugandan People's Democratic Army, Uganda Salvation Army, et Front de la rive occidentale du Nil (Compilation effectuée par Lucy Hovil et Zachary Lomo 2004 et 2005).
4. Entrevue avec C. Ogwal, membre parlementaire de la Municipalité de Lira, 3 novembre 2004, à Kampala, Ouganda.
5. Tim Allen souligne qu'il est difficile de connaître exactement l'étendue de cet enrôlement forcé en raison du manque de suivi : « the scale of abduction is a matter of speculation » (2005 : iii).

Au moment où ces lignes ont été écrites, on estimait à 1,8 million le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur région (personne déplacée à l'intérieur de son propre pays ou PDIP) et vivant dans des camps destinés ostensiblement à les protéger ; ce nombre représente plus de 80 % de la population régionale[6]. Ces camps protégés font partie intégrante de la politique anti-insurrectionnelle du gouvernement ougandais qui oblige même parfois les paysans à quitter leur village (Allen 2005b : 23). De fait, les gens ont été parqués dans des camps où ils ne peuvent survivre que grâce à l'aide humanitaire (Odokonyero 2006). De récents rapports évaluent à 1000 le nombre de personnes qui meurent chaque semaine en raison des conditions de vie déplorables qui prévalent dans ces camps (Bigombe et Prendergast 2006). Les responsables gouvernementaux admettent volontiers que les infrastructures et les services destinés aux personnes déplacées ou réfugiées sont inadéquats : « basic infrastructure and services in the IDP and refugee camps [...] are still inadequate and below standard » (Ministry of Finance, Planing and Economic Development 2004 : 32). Le processus de réinstallation ou de « décongestion », pour reprendre la terminologie officielle, a été enclenché (IRIN News 2006), mais peu de gens sont à ce jour effectivement rentrés chez eux : « While roughly 230,000 people have left the camps, few have actually returned home. Most have been relegated to smaller resettlement camps where conditions are often as bad (or worse) than the older, more established sites » (coalition Enough 2007, s.p.).

Néanmoins, depuis peu, Museveni affirme que la LRA a été vaincue (Apunyo 2006), que le conflit a pris fin, que Kony a été défait (IRIN News 2006) et que la sécurité dans le nord de l'Ouganda a été rétablie (Nandutu 2006) : « [Museveni] has urged the people of Lango and Teso to go back to their homes. [...] Museveni said he would give resettlement kits like iron sheets, food for six months, oxen, and ox ploughs to the people as they go home » (Apunyo 2006). Il est toutefois de plus en plus manifeste que les habitants du nord de l'Ouganda qui vivent actuellement dans des camps pourraient ne jamais être en mesure de rentrer chez eux (Dolan 2005 : 167), en raison des conflits territoriaux suscités par les déplacements forcés et de l'ambiguïté de certaines lois :

> As people begin to venture back to their villages, conflicts have already begun to erupt over land whose boundaries have been blurred by long displacement, disfigured by war, and rendered uncertain by ambiguous laws... « Some people had begun constructing homes in their villages, but this has stopped due to conflicting reports on the status of the peace process ».
>
> Enough 2007, s.p.

6. Entrevue avec G. Latim, secrétaire du regroupement des chefs d'Acholi, 22 novembre 2004, à Gulu, Ouganda et World Vision (2004 : 4).

Si tel était le cas, les « communautés » qui se sont forgées à l'intérieur des camps de déplacés pourraient être officialisées et les camps eux-mêmes devenir permanents. La relocalisation forcée en dehors des villages traditionnels et des communautés de référence pourrait elle-même faire obstacle au processus de paix. De plus, l'économie régionale en souffrirait : la croissance des centres urbains et l'augmentation d'une population incapable de cultiver de quoi assurer sa substistance ou de se procurer d'autres biens essentiels feraient s'accroître le nombre de travailleurs qualifiés nécessaires. Or, pour l'instant, la majorité des réfugiés ne possède aucune qualification, et il est donc probable, du moins pour la génération actuelle, que ceux et celles qui vivent dans les camps de déplacés devront dépendre d'une aide supplémentaire provenant de l'extérieur (Hovil et Quinn 2005 : 9).

En réalité, toutefois, la guerre est loin d'être terminée. On ne connaît pas précisément le nombre de combattants de la LRA encore dans la brousse – comme on désigne couramment ce théâtre de la guerre – ; les estimations varient de 200 à 20 000 personnes. De nombreux pourparlers de paix ont été rompus les uns après les autres au fil des ans, jusqu'à l'interruption forcée des négociations menées par Betty Bigombe au début de 2005. Les pourparlers qui ont repris en août 2006, à Juba, dans le sud du Soudan, ont été perturbés par différents problèmes et ont fini par avorter. À la mi-avril 2007, la LRA a accepté de reprendre les négociations et d'étendre la cessation des hostilités jusqu'à la fin de juin (Enough 2007). Au moment d'écrire ces lignes, les pourparlers continuaient.

Mesures prises par le gouvernement ougandais

Un certain nombre de mesures ont été prises pour réagir au fractionnement de la société ougandaise et aux conséquences qu'ont entraînées les affrontements actuels ou passés. Le gouvernement de Museveni et le Mouvement de Résistance Nationale sont célèbres pour le nombre de commissions différentes qu'ils ont chargées d'examiner divers aspects de la politique ougandaise. Par exemple, en même temps qu'était créée une commission de vérité, la Commission d'enquête sur la violation des droits de l'homme, en 1986, d'autres ont vu le jour dans de nombreux autres domaines : Commission d'enquête sur le gouvernement local, puis, en 1988, Commission électorale provisoire et Commission pour la révision de la constitution. Les Ougandais ont été submergés de commissions depuis 1986, au point que, chaque fois que j'interrogeais quelqu'un sur la Commission d'enquête sur la violation des droits de l'homme qui faisait l'objet de mon étude, on me demandait invariablement : « laquelle ? ».

Il est indéniable que le gouvernement d'Ouganda cherche à affirmer qu'il est grandement préoccupé par la reconstruction sociale. Dans une déclaration du mois d'octobre 2005, par exemple, un haut-fonctionnaire soulignait que le

gouvernement de Museveni était parvenu à rétablir la paix, et la sécurité et avait réitéré son engagement envers la réconciliation nationale (BBC News 2005). Néanmoins, les dépenses gouvernementales dans le secteur de la reconstruction sociale et matérielle ne confirment en rien un tel engagement. Dans le budget 2004-2005, le gouvernement n'a alloué que 164 239 $ CAD aux projets de reconstruction dans le nord de l'Ouganda, ce qui représente à peine 0,01 % du budget national (entrevue confidentielle avec l'auteure, 30 oct. 2004). Un autre fonctionnaire admettait que cet investissement était insuffisant : « [t]his money is not sufficient. They are misplaced in their priority consideration »[7]. De fait, ce sont les enfants qui en paient le prix : « [c]hildren... pay a heavy price when their governments spend their countries' limited resources on defence budgets instead of on health, education and other programmes that are of direct benefit to children » (Machel 2001 : 121).

La loi d'amnistie (2000)

En novembre 1999, le gouvernement de l'Ouganda a adopté une loi d'amnistie, entrée en vigueur en janvier 2000. Les termes de cette loi sont les suivants :

> An amnesty is declared in respect of any Ugandan who has at any time since the 26th day of January, 1986 engaged in or is engaging in war or armed rebellion against the government of the Republic of Uganda by :
>
> (a) actual participation in combat ;
>
> (b) collaborating with the perpetrators of the war or armed rebellion ;
>
> (c) committing any other crime in the furtherance of war or armed rebellion ; or
>
> (d) assisting or aiding the conduct or prosecution of the war or armed rebellion.
>
> Republic of Uganda, 2000 : II, 3(1)

Au mois d'avril 2006, la Commission d'amnistie avait reçu 20 592 demandes d'amnistie (Radio One 2006 ; UNDDRRC 2007a).

Cette loi, mise en œuvre en Ouganda dans le contexte toujours actuel de conflits armés violents, après de nombreuses pressions de la part de groupes de citoyens, d'ONG et de politiciens (Allen 2005b : 31), s'applique de la même façon dans toutes les régions du pays, à tous les combattants et les ex-combattants impliqués dans l'une ou l'autre des insurrections qui ont soulevé le pays contre le gouvernement de Museveni depuis son arrivée au pouvoir en 1986. Elle est d'ailleurs conçue comme un moyen de mettre fin au conflit : « [The Amnesty Act]

7. Entrevue confidentielle avec un haut-fonctionnaire du Bureau du Premier ministre, 30 octobre 2004, Kampala, Ouganda.

was conceived as a tool for ending conflict... a significant step towards ending the conflict in the North and working towards a process of national reconciliation » (Hovil et Lomo 2005 : 7). La loi d'amnistie entend répondre aux souhaits du peuple ougandais : « [it addresses] the expressed desire of the people of Uganda to end armed hostilities, reconcile with those who have caused suffering and rebuild their communities » (Republic of Uganda 2000 : « Preamble »). Comme me l'a affirmé le président de la Commission d'amnistie : « national reconciliation is especially important and must be promoted »[8].

Effectivement, la loi accorde l'amnistie aux rebelles s'ils sortent volontairement de la « brousse » et renoncent à la rébellion. Sur un plan beaucoup plus pratique, cependant, elle assure les besoins matériels de ceux et celles à qui l'amnistie est accordée – communément appelés « repentis ».

> Reporters denounce their activities by signing an affidavit, after which they are registered, receive an Amnesty Certificate, and then, in theory, a package. A standard package contains 263 000 [Ugandan shillings][9] in cash (equivalent to 3 months salary of a policeman or teacher at the time the Commission began plus 20 000 [Ugandan shillings] transport money), and a home kit, which includes a mattress, saucepans, blankets, plates, cups, maize flour and seeds. Each package costs the equivalent of 600 000 [Ugandan shillings].
>
> Hovil et Lomo 2005 : 7

Bien que la loi d'amnistie ne spécifie aucunement l'âge auquel l'amnistie peut être accordée (UNDDRRC 2007a), celle-ci est officiellement offerte aux enfants de 13 à 17 ans, après une décision prise par la Commission d'amnistie, qui a conclu que 12 ans était l'âge de responsabilité criminelle en Ouganda. Les enfants de moins de 12 ans ont été exclus de cette loi. Tout cela a suscité de sérieuses discussions parmi les avocats des droits des enfants, qui s'inquiètent de ce qu'en accordant l'amnistie aux enfants, on rend coupables ceux et celles qui ont été victimes des rébellions, en particulier ceux et celles qui ont été enrôlés de force par la LRA. La Commission d'amnistie a répondu qu'il était nécessaire d'amnistier les enfants de plus de 12 ans afin de les protéger de poursuites criminelles éventuelles (UNDDRRC 2007a).

Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR)

Bien qu'il n'existe aucune procédure officielle de démobilisation pour les enfants enrôlés de force par la LRA qui se sont enfuis ou ont été libérés (CSOP-NU 2004b), la Commission d'amnistie a participé de manière limitée à leur démobilisation et à leur réinstallation par l'intermédiaire d'équipes satellites appelées

8. Entrevue avec P.K.K. Onega, Président de la Commission d'amnistie, 28 octobre 2004, Kampala, Ouganda.
9. Au moment d'écrire ces lignes, 100 shillings ougandais valaient approximativement 5 ¢ US.

Demobilisation Resettlement Teams (DRT), actives dans les districts autour de l'Ouganda. Ces équipes sont chargées du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion des combattants amnistiés (Republic of Uganda 2000 : S.12). Néanmoins, ces responsabilités sont en pratique largement déléguées à d'autres organismes : « There are six DRT offices around the country... all of which rely heavily on other government agencies, civil society organizations, the community and donors for successful implementation » (Amnesty Commission, dans Hovil et Lomo 2005 : 7).

Le recrutement d'enfants par les Forces de défense du peuple ougandais (UPDF) se substitue parfois aux mesures de démobilisation, de désarmement et de réinsertion. Lorsque un enfant ex-rebelle est capturé par l'UPDF, il est généralement confié à des Unités de protection des enfants chargées du « débriefing » psychologique et des soins médicaux, puis il est transféré dans un centre d'accueil, dont nous parlerons plus loin. Néanmoins, de récentes recherches indiquent que certains de ces enfants sont absorbés directement dans les rangs de l'UPDF sans passer par les programmes de réinsertion (Charchuk 2007 : 39). La liste d'anciens combattants recrutés par l'UPDF est longue ; beaucoup d'entre eux déclarent avoir subi de fortes pressions à l'enrôlement (Refugees International 2002). D'autres rapportent avoir été harcelés, battus ou avoir subi d'autres formes de maltraitance (Refugees International 2002).

> [T]here is a policy of actively recruiting younger men into local defence forces or into the UPDF, allegedly with a degree of compulsion. A special battalion of the UPDF, the 105th, has been established specifically for this purpose. By the end of 2004, almost eight hundred had been integrated in this way (to the considerable unease of UNICEF and other agencies, because many had participated in atrocities and some were thought to be under-age for recruitment.
>
> Allen 2006 : 77-78

Ce recrutement est considéré comme une troisième voie viable de démobilisation et de réinsertion en Ouganda, qui s'ajoute en quelque sorte à la possibilité donnée aux ex-rebelles de poursuivre leurs études ou de suivre une formation professionnelle (UNHCHR 2001).

Programmes de développement

Le gouvernement a également mis sur pied, pour cette région, des programmes spéciaux qui permettent d'assurer des infrastructures économiques et sociales de base aux populations touchées par les conflits armés. Ainsi, le Programme de reconstruction de l'Ouganda du Nord (NURP), en vigueur dans les régions du nord de 1992 à 1997, visait à rétablir les activités économiques (Ministry of Finance, Planning and Economic Development 2004 : 47). Nombreux ont été les écueils de ce programme : approche de gestion descendante qui a nui

aux initiatives locales, administration centralisée, inefficacité et gaspillage, « capacité d'absorption » faible et manque ou absence de volonté d'harmonisation de la part des donateurs et des ONG (Ministry of Finance, Planning and Economic Development 2003 : 31-32). Le programme qui lui a succédé, le NURPII, qui visait à réduire les disparités régionales, a débuté en 2004 : « NURPII complements Government efforts in promoting a transition from conflict to peace in Northern Uganda and consolidating the gains achieved under NURPI towards reducing regional disparity » (Ministry of Finance, Planning and Economic Development 2004 : 49).

Parmi les sous-programmes du NURPII figure le Fonds d'action sociale pour l'Ouganda du Nord (NUSAF), financé à raison de 113,3 millions de dollars USD sur cinq ans par le gouvernement de l'Ouganda (NUSAF 2006), grâce à l'appui de l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale. Son objectif est de libérer davantage de ressources pour cette région désavantagée par les conflits et le sous-développpement et de lui permettre de rattraper le reste du pays : « NUSAF overall goal is to use targeted investments in a participatory, equitable and sustainable manner to promote reconciliation and contribute to poverty reduction in the region » (NUSAF 2006). Néanmoins, beaucoup reprochent au NUSAF d'agir selon les intérêts du gouvernement d'Ouganda ou dans l'intérêt spécifique de certains fonctionnaires (Nalunkuuma 2007). Le soutien dont jouit le NUSAF de la part de la collectivité demeure peu important (NUSAF 2005 : 14).

Apport des ONG

Comme nous l'avons souligné précédemment, l'essentiel de l'aide apportée aux enfants et aux enfants soldats provient d'organisations non gouvernementales ou d'organismes humanitaires qui emploient des stratégies qui leur sont propres :

> Apart from the efforts of the Government of Uganda, local civil society groups have employed their own strategies. For example, the religious leaders, rehabilitation centres and traditional leaders have held sensitization campaigns with communities, most taking place in internally displaced person's [*sic*] camps where the majority of rank and file ex-combatants return to. Using prayer and traditional ceremonies, civil society not only reach[es] out to those remaining in the bush, they also attempt to promote the acceptance of returnees in the communities receiving them.
>
> CDP 2005 : 8

Ces organisations humanitaires ont développé diverses stratégies qui peuvent effectivement favoriser la réinsertion des enfants soldats (Hill et Langholtz 2003 : 281) et ont acquis ainsi une expertise beaucoup plus grande, à bien des

égards, que celles du gouvernement. Indéniablement, les organisations civiles jouent un rôle vital dans la démobilisation, la réinsertion et la réinstallation des enfants soldats en Ouganda (Machel 2001 : 177). Le fait que la majeure partie des activités ougandaises soient pilotées par des organisations non gouvernementales contredit l'idée répandue selon laquelle les gouvernements seraient les principaux responsables de la protection des enfants touchés par la guerre : « Responsibility rests not only with warring governments, but also with governments whose citizens are indirectly responsible for inciting or prolonging conflicts for economic or political gain » (Machel 2001 : 183).

Devant cette situation, le gouvernement a réagi en se conformant à la lettre au programme NURPII, qui lui permet de rester largement à l'écart. Ce programme stipule en effet que des investissements choisis seront faits dans les infrastructures et les services publics et que la participation à des organismes communautaires, à des ONG ou à tout autre intervenant public ou privé en matière de développement sera encouragé : « selective investment is being made in public infrastructure and services and the participation of community based organizations (CBOs), NGOs, private sector and other stakeholders in development is being promoted *through a bottom-up approach* [c'est nous qui soulignons] » (Ministry of Finance, Planning and Economic Development 2004 : 49). L'engagement du gouvernement à l'égard du programme d'aide à la démobilisation et à la réinsertion n'est guère clair (Prendergast 2005). De fait, les ONG ougandaises critiquent la façon dont le gouvernement privilégie les questions de sécurité au détriment de la paix, alors qu'il s'était engagé à s'attaquer à ces deux aspects dans le cadre du Plan d'action de l'éradication de la pauvreté (RPEAP) révisé en 2004 (Muculezi 2006).

Les deux principaux acteurs non gouvernementaux travaillant en Ouganda du Nord à des programmes d'aide aux enfants soldats démobilisés sont l'Organisation de soutien aux enfants de Gulu (GUSCO) et Vision Mondiale. La première est une ONG locale financée conjointement par Save the Children in Uganda, Terres des Hommes (TDH), UNICEF et le Programme alimentaire mondial (GUSCO 2007a). La seconde est une ONG internationale. Ces organisations dirigent les principaux centres d'accueil où s'effectuent la réinsertion et la réadaptation psychosociales. Au total, 13 centres de ce type sont en fonction dans cette région (Baines, Stover et Wierda 2006 : 33).

GUSCO, fondé en 1994, constitue le premier organisme à œuvrer pour la réinsertion des jeunes ex-combattants. Ce centre est conçu pour accueillir 50 enfants ; néanmoins, il en a déjà abrité jusqu'à 287 à la fois. Il emploie en tout dix travailleurs sociaux, deux infirmiers ou infirmières, deux chefs-infirmiers ou chefs-infirmières, deux thérapeutes, quatre gardiens et deux magasiniers (GUSCO 2007b). Ce personnel offre des services limités de

réadaptation psychosociale aux enfants touchés par la guerre, services qui comprennent le counseling, les discussions de groupes et des thérapies de classe pour les besoins d'ordre éducatif, des activités de réadaptation à la vie quotidienne, des rencontres familiales « *wang-oo* », des activités structurées ainsi que la recherche, la préparation et la réunion des familles (GUSCO 2006 : 13-19). Jusqu'ici, 7614 enfants ont profité de services d'accueil, de réadaptation et de réinstallation (GUSCO s.d.).

L'autre grand centre d'accueil est le Centre de rétablissement pour les enfants de la guerre de Gulu, géré par Vision Mondiale. Comme GUSCO, ce centre, le plus important de ce genre, assure depuis 1995 principalement des services de counseling psychosocial aux anciens enfants soldats. Il leur offre un refuge temporaire, des informations sur le VIH et le sida, de la nourriture, des soins médicaux, une formation professionnelle, un appui spirituel et favorise la réunification harmonieuse des enfants et de leur famille. Plus de 15 000 enfants et adultes seraient passés par ce centre (World Vision 2007b). Vision Mondiale travaille également dans les communautés touchées pour aider les familles et les individus à comprendre ce qui est arrivé à ces enfants et pour les encourager à pardonner et à accepter ces derniers (World Vision 2007b). Le Centre de rétablissement pour les enfants de la guerre de Gulu emploie en tout 73 personnes (Charchuk 2007 : 42). Vision Mondiale a ouvert deux autres centres en 1994, le Centre pour jeunes mères et le Centre pour adultes, dans le but de mieux répondre aux besoins des ex-combattants (World Vision 2007a).

Il apparaît de plus en plus probable que beaucoup d'ex-combattants n'ont pas pu passer par ces centres d'accueil (Allen 2005a : 18). Des enfants ont rapporté, de façons diverses, n'avoir entendu parler de GUSCO ou de Vision Mondiale qu'après être retournés chez eux : « I only heard abut GUSCO and World Vision two years after I have returned home », affirme l'un d'entre eux (Charchuk 2007 : 61) ; « I went directly home. It would have been nice to go [to GUSCO or World Vision], I understanding there is assistance for schooling » (Charchuk 2007 : 61), déplore un autre.

De plus, le conflit en Ouganda du Nord change. C'est pourquoi les centres d'accueil ont commencé à reconsidérer la portée et la nature de leur travail. En octobre 2005, le district de Gulu et onze organisations locales et internationales, dont les deux grands centres d'accueil Vision Mondiale et GUSCO, ont signé un protocole d'entente afin de développer des mécanismes permettant d'identifier les enfants les plus vulnérables dans le district de Gulu et de combattre les facteurs qui accroissent la vulnérabilité des enfants déplacés. En vertu de ce protocole, le district de Gulu et d'autres signataires de l'entente établiront des comités de protection des enfants dans les camps de personnes déplacées de neuf sous-districts… De fait, ces comités agiront à titre d'avocats des enfants

dans ces camps en identifiant les plus vulnérables d'entre eux et en les référant aux organismes et aux autorités de districts appropriés (Baines, Stover et Wierda 2006 : 18).

D'autres organismes, qui ne fonctionnent toutefois pas selon le modèle officiel des centres d'accueil, s'occupent de la réadaptation des ex-combattants. Save the Children in Uganda travaille avec les ressources combinées des programmes Save the Children du Danemark, de Suède, de Grande-Bretagne et de Norvège et des donations provenant d'autres membres. Cet organisme œuvre dans les secteurs de la prévention des conflits, de la formation aux droits de la personne, de la défense des droits des enfants et, dans une certaine mesure, de la réadaptation[10].

Néanmoins, une grande partie de ce travail est effectuée en dehors du cadre officiel de ces trois ONG. De fait, on prend de plus en plus en compte les demandes de participation provenant des communautés[11]. Un groupe d'encadrement, l'Organisation de la société civile pour la paix dans le nord de l'Ouganda (CSOPNU), a été mis sur pied. La coalition estime désormais à plus de 50 le nombre d'organisations qui militent ensemble pour la paix dans cette région (CSOPNU 2004). La CSOPNU fait pression sur le gouvernement, effectue d'importantes recherches et appuie ses membres qui travaillent dans le nord de l'Ouganda.

Le Forum d'ONG de Gulu, créé en avril 2001, est une autre de ces organisations de la société civile du district de Gulu : « an umbrella organisation for civil society organisations in Gulu district. It was formed in April 2001 to be the representative body for CSOs in the district to enhance networking and policy dialogue with the local government, donors and other development actors » (*The Monitor* 2007 : s.p.). Cet organisme appuie des programmes spécifiques pour les jeunes, dont la Acholi Youth Strengthening Strategy, un programme dirigé par les jeunes selon une structure démocratique qui leur est propre : « Youth have been selected from over 300 groups and trained in various disciplines to enhance their capacities to contribute positively to development. The disciplines range from Human rights and conflict resolution to support in modern farming method done through Member organisations » (*The Monitor* 2007 : s.p.)

Des organisations de base populaire ont assuré l'essentiel du fardeau relatif à la réintégration et à la réadaptation d'anciens enfants soldats. Un récent rapport fait état de plus de 50 organismes locaux qui se consacrent à cette tâche dans le nord de l'Ouganda (Baines, Stover et Wierda 2006 : 18). Certes, une partie de ce travail s'appuie sur le financement d'organismes internationaux. Mais l'essentiel de la tâche est assuré par des organisations locales qui en assurent la direction.

10. Entrevue avec E. Sembidde, Save the Children in Uganda, 26 novembre 2004, Kampala, Ouganda.
11. Entrevue avec J. Odong, Vision Mondiale, 9 novembre 2004, Kampala, Ouganda.

L'une de ces organisations les plus connues est l'Initiative de paix des responsables religieux d'Acholi (ARLPI), un groupe rassemblant des membres de diverses religions qui se consacre à la défense des enfants ou à l'aide directe aux enfants : « ARLPI takes in such children and sponsors activities to heal their bodies and minds » (Niwano 2007). Parmi leurs activités figure l'occupation pour la nuit des rues de Gulu par des enfants des régions environnantes qui ont fui à Gulu de crainte d'être enlevés par les rebelles de la LRA (CSOPNU 2004 : 4).

La Concerned Parents Association (CPA) est un autre de ces organismes qui travaille à la réintégration des personnes démobilisées. Fondée en 1996, la CPA est active dans presque tous les camps de déplacés du district de Gulu. Elle appuie des conseillers bénévoles qui assurent le suivi d'ex-combattants enrôlés de force, mais aussi des personnes souffrant du VIH-sida et de celles souffrant de séquelles psychologiques : « [Community volonteer counsellors] follow up on former abductees, but also those suffering from HIV/AIDS, and those experiencing trauma after surviving a LRA attack or losing their houses in fires » (Brown et Shukla 2004). Cette association a également dressé une liste de tous les soldats enrôlés de force et cherche à encourager la résistance contre la LRA (Women's Commission 2004). Ses activités sont citées comme des modèles à suivre (NUPI 2006 : 23).

Les chefs traditionnels ont également joué un rôle important dans la réadaptation d'enfants enlevés. Chez les Acholi, les chefs, *Ker Kwaro Acholi*, ont notamment pris une part active à la réintégration des enfants dans leur communauté. *Ker Kwaro Acholi* aide régulièrement les personnes rapatriées à effectuer des cérémonies traditionnelles de purification, dont la cérémonie *mato oput* (« boire la plante amère »), ou la cérémonie de bienvenue *nyouo tong gweno,* au cours de laquelle on écrase avec le pied un œuf déposé sur un rameau d'*opobo*. Généralement, ces cérémonies permettent aux Acholi de reconnaître que la personne qui fait l'objet du rituel est réadmise dans la communauté et que les membres de cette communauté sont heureux de son retour (Hovil et Quinn 2005 : 24). Dans bien des cas, elles semblent être plus pertinentes culturellement que d'autres initiatives (Quinn 2006 : 23-27).

Conclusion

Le travail accompli par l'ensemble de ce réseau dense d'ONG est à la fois efficace et complet. Néanmoins, malheureusement, les conflits armés qui ont dévasté le nord du pays ont conduit à des compétitions entre donateurs qui refusent souvent de coordonner leurs activités ou évitent de s'entendre sur des approches communes :

> As one donor put it, « everyone wants to score ». While several coordination groups of donors exist in Kampala, including the Donor Technical Group for

> Northern Uganda, they tend to be venues for the presentation of report [*sic*] or sharing of information, and rarely set out cooperative approaches that donors can rally behind... In essence, a lack of coordination and overlap in programmes remains a major problem throughout the northern districts.
>
> Baines, Stover et Wierda 2006 : 15

Le gouvernement ougandais rechigne à apporter son soutien à ces organisations (ONG ou organisations de la société civile) qui cherchent à améliorer la situation des enfants ex-combattants – en grande partie en raison du fait qu'un tel geste exigerait du président Museveni qu'il admette l'étendue du conflit perdurant depuis les années 1980. Et le travail accompli par le gouvernement ougandais est si restreint qu'il est pratiquement inutile en regard de la quantité de rapatriés concernés.

En dépit de nombreuses enquêtes et d'innombrables rapports effectués par des organismes internationaux, l'engagement de la communauté internationale est, dans les faits, inexistant. Le gouvernement canadien, par exemple, ne s'est engagé officiellement qu'à la fin de 2006 (Gouvernement du Canada 2007), mais sa participation se résume essentiellement aux pourparlers de paix en cours. Les préoccupations concernant la légitimité de l'intervention humanitaire, toutefois, ne sont pas à blâmer dans ce cas. La communauté internationale ne s'est tout simplement pas engagée, même minimalement, dans la résolution de ce conflit, alors qu'elle déploie des moyens énormes pour d'autres conflits dans le monde.

Il est indéniable qu'il faudra en faire beaucoup plus pour les enfants du nord de l'Ouganda.

Note inédite en anglais, traduite par Catherine Broué.

Références

ALLEN T., 2005a, « A Review of Lessons Learned by Reception Centres on Effective Interventions for former Abductees in Northern Uganda : A Preliminary Study, UNICEF and USAID, October 2005 » : 18, *in* E. Baines, E. Stover et M. Wierda (dir.), *War-Affected Children and Youth in Northern Uganda : Toward a Brighter Future : An Assessment Report*. Chicago, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation.

—, 2005b, *War and Justice in Northern Uganda : An Assessment of the International Criminal Court's Intervention*. Londres, Crisis States Research Centre, Development Studies Institute, London School of Economics.

—, 2006, *Trial Justice*. Londres, Zed Books.

APUNYO H., 2006, « Abia IDP Camp Marks 2nd Anniversary of Massacre », *The Monitor* (Kampala), 14 février : s.p.

BAINES E., E. STOVER et M. WIERDA, 2006, *War-Affected Children and Youth in Northern Uganda : Toward a Brighter Future : An Assessment Report*. Chicago, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation.

BARNES C. et O. LUCIMA, 2002, « Introduction », *Accord*, 11 : s.p.

BBC News, 2005, *State Funeral for Uganda's Obote*. 12 octobre. Consulté sur Internet (//news.bbc.co.uk/2/hi/africa/4333618.stm), le 12 octobre 2005.

Berg-Schlosser D. et R. Siegler, 1990, *Political Stability and Development : A Comparative Analysis of Kenya, Tanzania and Uganda*. Boulder, Lynne Rienner Publishers.

Bigombe B. et J. Prendergast, 2006, « Stop the Crisis in Northern Uganda », *The Philadelphia Inquirer*, 21 février : s.p.

Briggs P., 1998, *Uganda*. Old Saybrook, The Globe Pequot Press.

Brown M. et K. Shukla, 2004, *Refugees International*, *Uganda : Numerous Challenges Ahead for Formerly Abducted Children and Adults*. Consulté sur Internet (www.interaction.org/newswire/detail.php?id=3513), le 28 avril 2007.

Charchuk C., 2007, *An Assessment of the Current Community-Wide System for Rehabilitation and Reintegration of Child Soldiers in Northern Uganda*. Mémoire de maîtrise, Royal Roads University.

Conflict and Development Program, 2005, *Pursuing Peace and Justice : International and Local Initiatives*. Vancouver, Liu Institute for Global Issues.

Coalition for Peace and Justice in Northern Uganda, 2004, *Report of the International Delegation of Civil Society*, *25 January-5 February 2004*. Gulu, The Coalition for Peace and Justice in Northern Uganda.

Coalition to Stop the Use of Child Soldiers (CSOPNU), 2004a, *Statement on the Escalating Conflict in Northern Uganda*. 20 février 2004. Consulté sur Internet (www.acord.org.uk/CSOPNU%20Press%20Release%20February%202004.pdf), le 28 avril 2007.

—, 2004b, *Child Soldiers Global Report 2004*. Consulté sur Internet (www.child-soldiers.org/document_get.php?id=801), le 28 avril 2007.

Dolan C., 2005, *Understanding War and Its Continuation : The Case of Northern Uganda*. Thèse de doctorat en anthropologie sociale, University of London.

ENOUGH, 2007, *Northern Uganda Monthly Report*. Avril-mai 2007. Consulté sur Internet (www.enoughproject.org/region/northern-uganda/overview.php), le 20 avril.

Gouvernement du Canada, 2007, *Canada calls on Ugandan parties to maintain commitment to Juba peace talks and announces $2.5 million toward peace efforts*. 1er février. Consulté sur Internet (www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/RMOI-6Y22R5?OpenDocument), le 20 février 2007.

GUSCO, s.d., *GUSCO Reception Centre*, Consulté sur Internet (www.gusco.org/center/about_center.htm), le 28 avril 2007.

—, 2006, *GUSCO Rehabilitation Program Operational* Manual. Gulu, GUSCO.

—, 2007a, *Updates*. Consulté sur Internet (http://www.gusco.org/updates.htm), le 28 avril 2007.

—, 2007b, *GUSCO Reception Centre*. Consulté sur Internet (www.gusco.org/center/about_center.htm), le 28 avril 2007.

HILL K. et H. LANGHOLTZ, 2003, « Rehabilitation Programs for African Child Soldiers », *Peace Review*, 15, 3 : 281.

HOVIL L. et Z. LOMO, 2004, *Working Paper 11 : Behind the Violence : Causes, Consequences and the Search for Solutions to the War in Northern Uganda*. Kampala, Refugee Law Project.

—, 2005, *Working Paper 15 : Whose Justice ? Perceptions of Uganda's Amnesty Act 2000 : The Potential for Conflict Resolution and Long-Term Reconciliation*. Kampala, Refugee Law Project.

HOVIL L. et J. QUINN, 2005, *Working Paper 17 : Peace First. Justice Later*. Kampala, Refugee Law Project.

HOWARD R., 1995, *Human Rights and the Search for Community*. Boulder, Westview.

IRIN NEWS, 2006, *Uganda : Museveni Sets Priorities after Re-election*, 27 février 2006. Consulté sur Internet (www.irinnews.org/report.asp?ReportID=51938), le 9 mars 2006.

—, 2007, *Uganda : IDPs Unlikely to Meet Deadline to Vacate Camps*. 26 décembre 2006. Consulté sur Internet (www.irinnews.org/report.aspx?reportid=62892), le 28 avril 2007.

KHIDDU-MAKUBUYA E., 1989, « Paramilitarism and Human Rights » : s.p., *in* K. Rupesinghe (dir.), *Conflict Resolution in Uganda*. Oslo, International Peace Research Institute.

MACHEL G., 2001, *The Impact of War on Children*. Le Cap, David Philip.

MINISTRY OF FINANCE, PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, 2003, *Discussion Paper 7 (Draft) : Post-conflict Reconstruction : The Case of Northern Uganda*. Kampala, Gouvernement de l'Ouganda.

—, 2004, *Discussion Paper 8 : Post-conflict Reconstruction : The Case of Northern Uganda*. Kampala, Gouvernement de l'Ouganda.

MUCULEZI D., 2006, *Political and Security Gaps*, papier présenté à l'atelier « Blueprint for Peace », tenu par la Makerere University et la Royal Roads University à l'Hôtel Africana, 11 mai 2006, Kampala.

MUSEVENI Y. M., 1997, *Sowing the Mustard Seed*. Londres, Macmillan.

NALUNKUUMA M., 2007, « 12 NUSAF Officials Sacked over Graft », *The New Vision*, 26 février : s.p.

NANDUTU A., 2006, « Museveni Blames Donors over Funds », *The Monitor* (Kampala), 10 mars : s.p.

NIWANO N., 2007, *21st Annual Niwano Peace Prize Ceremony Address*. Consulté sur Internet (www.rk-world.org/news/21st _npp_address.html), le 28 avril 2007.

NORTHERN UGANDA PEACE INITIATIVE, 2006, *Issues Paper on the Development of a Conflict Resolution and Peace Building Policy for the Government of Uganda*. Kampala, NUPI.

NORTHERN UGANDA SOCIAL ACTION FUND, 2005, *Consultancy Services to Conduct Communities Beneficiary Assessment—Final Report*. Kampala, Bureau du premier ministre.

—, 2006, *NUSAF Interventions*, 14 juin. Consulté sur Internet (www.nusaf.go.ug/content/view/12/27/), le 22 avril 2007.

OCHA/IRIN, 2003, *When the Sun Sets, We Start to Worry... : An Account of Life in Northern Uganda*. Genève, OCHA/IRIN.

Odokonyero M., 2006, « Acholi's Political 'Elephant Breed' Fails », *The Monitor* (Kampala), 10 mars 2006 : s.p.

Ofcansky T., 1996, *Uganda : Tarnished Pearl of Africa*. Boulder, Westview.

Prendergast J., 2005, Event Summary : Darfur, Southern Sudan and Northern Uganda : The Quest for a Comprehensive Peace. 7 février. Woodrow Wilson International Center for Senior Scholars, Africa Program. Consulté sur Internet (www.wilsoncenter.org/index.cfm?topic_id=1417&fuseaction=topics.event_summary&event_id=106208), le 28 avril 2007.

Quinn J., 2006, *Comparing Formal and Informal Mechanisms of Acknowledgement in Uganda*. Papier pour la présentation à l'atelier « Africa as a Subject of International Justice », au colloque annuel de l'International Studies Association, 23 mars 2006 : 23-27.

Radio One (Kampala), 2006, « Amnesty », 19 avril (émission de radio non retranscrite).

Refugees International, 2002, *Northern Uganda : Child Mothers and Returnees Require Special Care,* 7 novembre. Consulté sur Internet (www.refugeesinternational.org/content/article/detail/827), le 22 avril 2007.

Republic of Uganda, 2000, *Amnesty Act 2000*.

s.n., 1998, *Uganda*. Brooklyn, Interlink Books.

The Amnesty Commission, 2005, « The Strategic Plan for the Implementation of the Amnesty Act 2000 : 2002/3-2003/4, 2 » : 6, *in* L. Hovil et Z. Lomo (dir.), *Whose Justice ? Perceptions of Uganda's Amnesty Act 2000*. Kampala, Refugee Law Project.

The Monitor, 2007, « Building Capacity towards Sustainable Development », 28 avril : s.p.

UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, 2006, *Uganda : War-ravaged North Rues Museveni Win*. 1er mars. Consulté sur Internet (www.irinnews.org/print.asp?ReportID=51960), le 10 mars 2006.

United Nations Disarmament, Demobilization and Reintegration Resource Centre, 2007a, *DDR Strategy and Approach*. Consulté sur Internet (www.unddr.org/countryprogrammes.php?c=37), le 30 avril 2007.

—, 2007b, *Uganda*. Consulté sur Internet (www.unddr.org/countryprogrammes.php?c=37), le 22 avril 2007.

United Nations High Commission on Human Rights, 2001, *Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the Mission Udertaken by Her Office, Pursuant to Commission Resolution 2000/ 60, to Assess the Situation on the Ground with Regard to the Abduction of Children from Northern Uganda*. E/CN.4/2002/86.

Women's Commission for Refugee Women and Children, 2004, *Parents and Youth Build Resistance to a Little-Known Children's War*. Consulté sur Internet (www.womenscommission.org/pdf/world_pulse.pdf), le 28 avril 2007.

World Vision, 2004, *Pawns of Politics : Children, Conflict and Peace in Northern Uganda*. Kampala, World Vision.

—, 2007a, *Children of Gulu*. Consulté sur Internet (www.worldvision.ca/home/content-archives/content-stories/children-of-gulu/), le 28 avril 2007.

—, 2007b, *World Vision's Work in Uganda*. Consulté sur Internet (www.worldvision.org/worldvision/wvususfo.nsf/stable/globalissues_uganda_wvwork?Open&lid=Uganda_WVwork&lpos=main), le 28 avril 2007.

WRIGHT N., 1996, « Uganda : History From 1971 » : 306, *in* J. Middleton (dir.), *Encyclopedia of Africa South of the Sahara*. New York, Charles Scribner's Sons.

RÉSUMÉ – ABSTRACT – RESUMEN

Aide aux enfants dans le nord de l'Ouganda : réinsertion des enfants soldats

Le conflit qui perdure en Ouganda du Nord a eu d'importantes répercussions sur les enfants et sur les enfants soldats. Dans ce pays, des processus nouveaux ou en cours, dont le processus d'amnistie et les tentatives de désarmement, de démobilisation et de réinsertion sociale (DDR) remodèlent la façon dont ces enfants sont traités. Diverses organisations, dont les ONG, des organisations communautaires locales et le gouvernement de l'Ouganda, ont tenté d'aider les enfants à se remettre de ce qu'ils ont vécu, avec plus ou moins de succès.

Mots-clés : Quinn, Enfant soldat, conflit armé, réinsertion, reconstruction d'après-guerre

Helping the Children of Northern Uganda : Rehabilitating Child Soldiers

The on-going conflict in Northern Uganda has had a significant impact on children and child soldiers. On-going and new processes in the country, including the amnesty process, and attempts at processes of DDR and reintegration, have shaped how these children are being treated. Various agencies, including both NGOs, community-level agencies, and the Government of Uganda, have attempted to mediate the experiences of these children, to varying degrees of success.

Key words : Quinn, child soldiers, conflict, rehabilitation, post-war reconstruction

Ayuda a los niños en el norte de Uganda : reinserción de los niños soldados

El conflicto que perdura en Uganda del Norte ha provocado importantes repercusiones sobre los niños y los soldados niños. En ese país, los procesos nuevos o actuales, entre ellos el proceso de amnistía y las tentativas de desarmamiento y de reinserción social (DDR), remodelan la manera en que se trata a los niños. Diversos organismos, entre ellos las ONG, las organizaciones comunitarias locales y el gobierno de Uganda, han tratado de ayudar a los niños a recuperarse de los han vivido, con mas o menos éxito.

Palabras clave : Quinn, Niño soldado, conflicto armado, reinserción, reconstrucción de posguerra

Joanna R. Quinn
Department of Political Science
Faculty of Social Science
The University of Western Ontario
London (Ontario) N6A 5C2
Canada
jquinn2@uwo.ca